

***Le Cap, Afrique du Sud, 19 août (Infosplusgabon) - Le Service de police sud-africain (SAPS) a confirmé qu'il avait signé un contrat d'approvisionnement avec une entreprise pour la fourniture de divers kits de collecte de preuves utilisés dans des affaires de viol.***

Cela fait suite à un tollé national sur son incapacité à déployer le matériel essentiel utilisé pour obtenir des preuves d'ADN et des condamnations dans des affaires de viol.

Les chiffres actuels indiquent que le SAPS manque de plus de 128.000 kits de viol et ne dispose que seulement environ 18.000 kits de viol pour adultes en circulation en Afrique du Sud.

Le brigadier Vishnu Naidoo a déclaré dimanche, qu'un différend avec le fournisseur avait contraint le SAPS à annuler son contrat suite à des accusations de corruption qui avaient fait surface.

Il a ajouté que le distributeur allait leur fournir 13 types différents de kits de collecte de preuves et qu'un plan de distribution avait été conçu pour garantir la disponibilité des stocks dans les stations à travers le pays cours des trois prochaines années.

L'opposition démocratique (Democratic Alliance, DA) avait souligné a semaine dernière, la pénurie de kits pour viol, soulignant que 76% des postes de police ne disposaient pas de kits pour viol pour adultes, tandis que 69% n'avaient pas en stock de kits pour viol de mineurs.

Elle a déclaré que la pénurie de kits de viol constituait une injustice flagrante pour les victimes de viol.

"Sans ces kits, les preuves relatives aux cas de viol signalés ne pouvaient pas être collectées. Sans preuves, la capacité de poursuivre avec succès des violeurs diminue considérablement. Cette question concerne la vie et la dignité des femmes et des enfants de notre pays. Personne ne mérite d'être victime de violences sexuelles et tout doit être mis en œuvre pour éliminer ce fléau de la société. Un élément fondamental pour demander des comptes aux auteurs consiste à rassembler les preuves nécessaires à leur condamnation pour ces crimes", a déclaré le député de DA, Andrew Whitfield.

FIN/INFOSPLUSGABON/PML/GABON2019

© Copyright Infosplusgabon